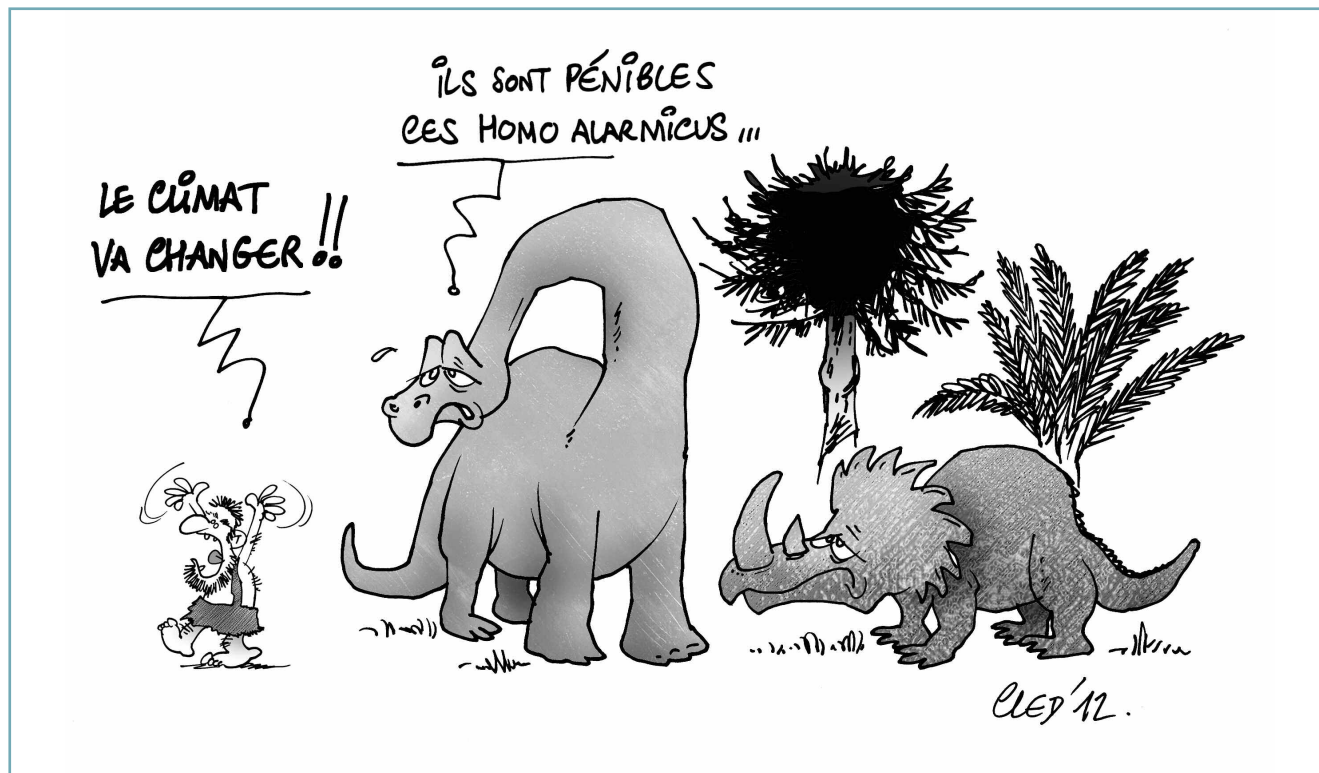


Politiquement correct ou polémiques scientifiques ?



Il est assez courant en sciences, et notamment en chimie, que se développent des discussions scientifiques. Il peut s'agir de la structure d'une molécule, des propriétés d'un solide, voire de l'antériorité d'une synthèse... En général, elles se font à fleurets mouchetés, par l'intermédiaire de publications de mises au point, publiées dans des revues spécialisées, lues par une communauté scientifique restreinte. Il en va tout autrement lorsque, soit intentionnellement, soit par la vox populi, ces discussions se transforment en polémiques mobilisant la sphère médiatique, utilisant des arguments passionnels hors de tout discours cartésien.

Le chercheur risque-t-il encore d'être excommunié, comme le fut Galilée au XVII^e siècle, si les résultats de ses recherches, voire ses thèmes de recherche ne coïncident pas avec les croyances de l'air du temps ? On connaît tous la condamnation, d'abord en 1622 puis en 1633, des travaux de Galilée prenant le parti de Copernic sur l'héliocentrisme contre le géocentrisme. Il fut condamné par un tribunal ecclésiastique qui jugeait que, conformément aux écritures saintes, la Terre était plate et centre de l'Univers, en désaccord avec la mécanique copernicienne.

Plus près de nous, l'hypothèse de la théorie atomique de John Dalton introduite en 1808 ne fut enseignée en France qu'après la mort de Marcellin

Berthelot en 1907, soit un siècle plus tard que dans la plupart des pays avancés. Ses élèves (dont d'éminents présidents de la Société Française de Chimie) et lui, élevés dans la religion positiviste d'Auguste Comte, refusaient l'atome et préféraient la notion d'équivalents. Les chimistes alsaciens autour de Charles Wurtz, plus ouverts à la culture germanique, s'opposèrent à cette théorie dépassée. Mais Berthelot, député, directeur de l'enseignement supérieur puis ministre, ne fit pas de cadeaux aux « atomistes », allant jusqu'à barrer leur carrière durant de nombreuses années. Des historiens vont jusqu'à penser que la chimie organique française, à l'époque très en retard sur la chimie européenne, en fut aussi la victime.

Plus récemment encore, Gilles-Eric Séralini, professeur à Caen, qui dans une publication de la revue *Food and Chemical Toxicology*, donne les résultats d'une étude sur l'influence d'un maïs transgénique et d'un herbicide, le Roundup®, sur une lignée spécifique de rats. Ces résultats, largement médiatisés par et au bénéfice d'un hebdomadaire grand public, a fait grand bruit. On tombe là dans la recherche d'une notoriété médiatique éphémère et celle des médias sont bien formatées : l'opposition aux OGM. La célébrité est assurée si on les caresse dans le sens du poil. Diffusés à la presse

sous embargo avant parution par le réseau CRIIGEN (Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique) et le mouvement IVI (Invitation à la vie), dont Corine Lepage et certains co-auteurs étaient les dirigeants, les résultats déclenchent une explosion médiatique, les « Unes » des grands journaux, les émissions télévisées montrant les monstrueuses tumeurs de ces malheureux rats. Mais où sont les images des rats témoins ? Où sont les données et l'analyse statistique ? Les membres de la communauté scientifique spécialisée, qui témoignent de leur perplexité, sont vilipendés, et certains même poursuivis en justice. L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) s'en mêle et organise un excellent débat (qui sera publié), au cours duquel seuls les uns parlent science. Les auteurs, bien relayés par le réseau médiatique, accusent sans preuve les scientifiques d'être vendus à Monsanto. Trois ans plus tard, on apprendra que l'étude a été financée par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH), connue pour sa générosité envers les groupuscules anti-OGM, et que G.-E. Séralini est partie prenante dans une société de produits homéopathiques, Sevene Pharma, spécialisée dans les produits bio de détoxification. La polémique publique sur ce point est close.

Les experts de l'ANSES et du Haut Conseil des biotechnologies (HCB) ayant donné leurs avis et conclusions, la polémique serait-elle close ? Pas vraiment ! Avec des résurgences de-ci de-là et des financements « complémentaires » distraints des besoins réels de la communauté scientifique, le 4^e pouvoir – celui de la presse et des médias, relayé par les marchands de peur – rend bien difficiles des analyses scientifiques contradictoires avec protocoles communément admis dans le calme et la rigueur des laboratoires.

C'est cette année que des journaux sérieux tels que le *New York Times*, le *Washington Post*, *The Guardian* et *Le Monde* ont attiré l'attention sur le « scandaleux » Willie Soon du Harvard Smithsonian Center for Astrophysics. Quelle faute a donc commis ce chercheur ? Il a publié début 2015 une modélisation de la température de l'atmosphère dans l'hypothèse d'un doublement de la concentration en CO₂. Ses conclusions sont plus nuancées que celles du GIEC puisqu'il aboutit à une dérive positive climatique de l'ordre de 1 °C. Il rejoint dans ses conclusions plusieurs auteurs qui font remarquer que depuis plus de quinze ans, la température moyenne a plutôt l'air de stagner. Pas très opportun, alors que les médias s'attachent plutôt à sonner le clairon sur les records successifs des années les plus chaudes... Oui, mais avec seulement des augmentations de quelques centièmes de degré (0,04/0,02 °C pour 2014 suivant les mesures). Du coup, Willie Soon est

classé parmi « les infâmes climato-sceptiques ». Greenpeace a alors recours au FOIA (Freedom of Information Act) et il fait l'objet d'une enquête qui dénonce les contrats passés entre son institut et des sociétés charbonnières et pétrolières. Toute la presse crie alors au conflit d'intérêt, le journaliste du *Monde* interprétant le mot anglais « livrable » dans les rapports comme le sceau de la duplicité, alors que tout scientifique sait que lors d'un contrat industriel (ou européen), il faut à dates régulières établir un état d'avancement des travaux. Il est cloué au pilori, lâché par son institut. Il est décidément risqué devant l'opinion et le politiquement correct de questionner et minimiser la part anthropique du changement climatique. Indépendamment de ce qu'un avenir plus ou moins lointain définira comme le vrai.

On ne peut que s'étonner du traitement inégal de la grande presse. Le pape de la climatologie et du « global change », James Hansen, qui a fait toute sa carrière à la NASA, directeur du GISS (Goddard Institute for Space Studies) a été largement rémunéré pour ses nombreuses conférences ; il a reçu personnellement le prix de la Fondation Heinz, le Blue Planet Prize, le Dan David Prize, et a été consultant pour diverses fondations. Il a été rappelé à l'ordre plusieurs fois par la NASA et l'administration Bush pour la déclaration de ses juteux à-côtés grassement rémunérés, se posant en victime et clamant alors qu'on voulait le faire taire.

On rappellera aussi en 2009 et 2011 les documents rendus illégalement publics

de « corrections » ou de « données dissimulées » connues sous le nom de « climate-gate » qui ont eu un grand retentissement dans le monde scientifique anglo-saxon. La presse générale en a peu parlé, sinon pour ne retenir des conclusions que celles qui blanchissaient les chercheurs et le GIEC incriminés et souligner la mauvaise foi des climato-sceptiques. Ici encore, l'emballement du 4^e pouvoir rend difficile les échanges scientifiques sereins.

Même si 95 % sont convaincus du facteur anthropique du changement climatique, pourquoi bâillonner sous les sarcasmes et menacer par les réseaux sociaux les 5 % restants ? Combien y avait-il en chimie d'atomistes en France en 1860 ?

Les tribunaux ecclésiastiques, le pouvoir politique, le recours à l'opinion public, le 4^e pouvoir – celui des journalistes et de la presse –, voilà des éléments qui concourent à la recherche censurée, à la recherche de notoriété ou à la recherche d'éliminer le contradictoire, pas à la vraie recherche scientifique qui s'enrichit de confrontations théoriques et expérimentales et de débats honorables, loin du tumulte et du vacarme d'un monde plus attaché au « buzz » qu'à la vérité. Car comme le disait Pierre Dac : « *Si tous ceux qui croient avoir raison n'avaient pas tort, la vérité ne serait pas loin.* »



Jean-Claude Bernier
Mai 2015

Index des annonceurs

EDIF	p. 36	Fondation de la Maison de la Chimie	p. 30, 49
EDP Sciences	p. 49	KNF	p. 24
EuCheMS	encart	UdPPC	2 ^e de couv.



Régie publicitaire : EDIF, Le Clemenceau, 102 avenue Georges Clemenceau, 94700 Maisons-Alfort
Tél. : 01 43 53 64 00 - Fax : 01 43 53 48 00 - edition@edif.fr - http://www.edif.fr